

De la Perse à l'Iran, la naissance de la République islamique

*Au début du XX^e siècle, la montée des nationalismes
contre les puissances occidentales et la corruption,
puis la découverte du pétrole en Iran,
ont amorcé les changements radicaux qui ont
transformé la gouvernance du pays.*

L'Iran est un acteur incontournable de la géopolitique du Moyen-Orient et une force régionale majeure. Malgré les embargos et les pressions occidentales, les difficultés économiques et les tensions internes récurrentes, il réussit à jouer un rôle central, portant l'étendard de la cause palestinienne, dénonçant l'Occident « dépravé » et appelant à détruire Israël. Son influence est de taille, à Gaza et au Liban, en Syrie, en Irak ou au Yémen. Ses mollahs inquiètent, sa répression des libertés – notamment celles des femmes – indigne, et son dossier nucléaire effraie. S'intéresser à l'Iran est nécessaire pour comprendre la région, mais aussi la présence chrétienne. Il est vrai que l'Iran comprend des baptisés (0,2 % de la population),

mais nombre de chrétiens d'Orient sont aussi concernés par sa politique, qu'ils soient au contact du Hezbollah au Liban, des milices chiïtes en Irak, du Hamas en Palestine ou du pouvoir en Syrie.

Ces pages expliquent les conditions de la naissance de la République islamique d'Iran en 1979, et montrent comment le concert des grands s'y est joué, dans le cadre de la spécificité de la grande civilisation perse.

L'établissement de la dynastie Pahlavi

Ayant renversé les Zand, la dynastie Kadjar régna sur l'État sublime de Perse de 1789 à 1925. Au XIX^e siècle, celui-ci souffrait de la rivalité des Russes et des Britanniques cherchant à protéger leurs

intérêts territoriaux et économiques. Ainsi subit-il de longues périodes de domination qui ne l'empêchèrent pas d'entreprendre des réformes et des modernisations inspirées de l'Occident. L'année 1905 préparait un tournant majeur : le bruit des nationalismes européens retentit en Perse, et les nationalistes se soulevèrent contre les puissances « coloniales » et la corruption politique, source de misère et d'injustice sociale. Les nationalistes, souvent des intellectuels et des étudiants, appelèrent à un changement politique radical. Cela aboutit à la rédaction d'une première constitution – occidentalisée – en 1906, faisant de la Perse une monarchie constitutionnelle et limitant le pouvoir absolu du shah. Elle déclarait la religion comme composante essentielle de la vie politique, et garantissait la liberté de parole, d'association et de culte. Si l'islam était la religion d'État, les juifs et les chrétiens étaient reconnus et représentés au Parlement.

La découverte du pétrole en 1908 fut un moment crucial qui fit de la Perse le premier à en produire dans la région, sous la houlette des Anglais. Ainsi naquit l'*Anglo-Persian Oil Company* en 1909, symbole du contrôle britannique de l'économie et de la politique persanes. Cela, rajouté aux manœuvres de Moscou, à la Grande

Guerre, à la faiblesse des Kadjar et à la corruption, aboutit à l'effondrement du régime. En 1921, Reza Pahlavi, général influent de l'armée, mena un coup d'État militaire et prit le pouvoir. Occidentaliste comme Atatürk, il cherchait à établir un régime stable et fort, fondé sur le nationalisme, l'armée et la laïcité.

Premier ministre d'abord, Reza établit la dynastie Pahlavi en 1925, abolit la monarchie constitutionnelle et se proclama empereur de l'*État impérial de Perse*. Les religieux le rejoignirent, préférant son régime dur à d'autres alternatives : le bolchevisme anti-religieux, la répression de la révolte chiite en Irak en 1920 par les Britanniques et la laïcité à la turque.

En 1935, le shah opta pour une nouvelle appellation : l'*État impérial d'Iran*. Si la Perse est liée à un héritage antique teinté de romantisme, l'Iran, « terre des Aryens » est une fracture historique qui suppose la modernité et l'ouverture au monde. Ses mesures éducatives occidentalisées et son interdiction du

voile pour les femmes en 1936 irritèrent le clergé chiite. C'était une marche forcée vers la modernité qui contournait l'islam, même d'un point de vue identitaire, en exhumant par exemple des anciennes figures comme celles de Darius ou de Zoroastre.

Honni par les religieux, Reza l'était aussi

→ L'auteur



Antoine Fleyfel

Franco-libanais, docteur en philosophie et théologie, Antoine Fleyfel est professeur affilié à l'Université St-Joseph de Beyrouth et directeur de l'Institut chrétiens d'Orient créé en juin 2020.

En 2011, il a fondé la collection Pensée religieuse et philosophique arabe qu'il dirige à L'Harmattan.

par les nationalistes, préoccupés par son autoritarisme, et par les communistes, opposés à la monarchie. Mais aussi par les autonomistes kurdes et azéris. Tous ces mouvements protestèrent diversement durant tout son règne et furent brutalement réprimés.

Durant la Seconde Guerre mondiale, le shah voulait la neutralité, chose impossible pour les Britanniques et les Soviétiques qui avaient besoin du pétrole et de l'espace iranien. Ainsi envahirent-ils l'Iran en 1941 et contraignirent-ils Reza à démissionner après 16 ans de règne caractérisés par l'étouffement des libertés, le musellement de la presse, l'absence de partis et les manœuvres politiques douteuses.

Son fils, Mohammad Reza Pahlavi, lui succéda à l'âge de 22 ans, devenant le dernier shah d'Iran.

Une Révolution blanche avortée

Mohammad Reza devait travailler en étroite collaboration avec les puissances occupantes pour soutenir l'effort de guerre, tout en poursuivant l'œuvre réformatrice de son père, à travers la modernisation des infrastructures et de l'économie. Cependant, la fin de la guerre plongea l'Iran dans une période d'instabilité qui opposa le shah au Premier ministre et au Parlement. Elle s'inscrivait dans le cadre de tensions entre l'Iran et l'URSS sur le contrôle de l'Azerbaïdjan et de la montée de l'opposition nationaliste et anti-impérialiste voulant nationaliser le pétrole. Mais aussi de la création de *Tudeh*, parti communiste iranien, et la montée de l'opposition islamique qui rejetait l'occidentalisation.

Quant au shah, il était considéré comme proche de la Grande-Bretagne, ce qui renforçait l'opposition à son règne.

En 1951, grâce à son rival politique, le Premier ministre Mossadegh, le pétrole iranien fut nationalisé et la *National Iranian Oil Compagny* prit le contrôle des installations pétrolières exploitées par les Anglais. Le shah s'était aligné sur la position britannique, mais ses pouvoirs étaient limités par la constitution de 1906. Cette divergence affaiblit le gouvernement et mena au coup d'État de 1953, organisé par la CIA et la MI6, qui renversa Mossadegh et installa le shah au centre du pouvoir. Cela fut mal vu par les Iraniens. Mohammad Reza instaura un régime autoritaire, nomma un Premier ministre fidèle, musela la presse et réprima ses opposants. Grâce aux revenus pétroliers, il poursuivit la modernisation du pays, comptant largement sur ses alliés anglais et américains. Sur le plan social, il œuvrait pour l'émancipation des femmes, l'éducation et l'ouverture à l'Occident. Quelques années plus tard, en 1957, le shah créa, avec le soutien de la CIA, la SAVAK, redoutable service de renseignement de sécurité de l'État, responsable de la répression des ennemis du régime. Satellisé par les États-Unis, l'Iran en reçut en 1961 son premier réacteur nucléaire.

En 1963, le shah lança une Révolution blanche qui impliquait des changements économiques, éducatifs, sanitaires et politiques majeurs. Citons les réformes agraires qui exproprièrent les grands propriétaires terriens et redistribuaient des terres aux paysans ; l'égalité juridique entre les sexes ; l'éducation gratuite généralisée ; la mise en place d'une sécurité

sociale ; la création d'un parti unique. Cela fut un tournant, non pour ses résultats, mais pour avoir créé un mécontentement qui conduisit aux événements de 1979. Cette révolution fut surtout critiquée car imposée d'une manière autoritaire. Créant une fracture sociale, elle causait d'importants problèmes économiques : une petite élite accapara les richesses et

de plus en plus le shah et lui fit perdre le contact avec la population.

Une opposition à visages multiples

Face à cette situation, une opposition à visages multiples s'est constituée.

Les mouvements socialistes, dont les communistes, critiquaient le régime pour



Au départ, simple bras armé du coup d'État de mars 1921, Reza Pahlavi, commandant de la Brigade cosaque persane, devient dès le mois de mai suivant, le chef du gouvernement, avant de se faire couronner Shah le 25 avril 1926.

le pouvoir, et la grande majorité de la population demeura pauvre et marginalisée. Elle peina à se réaliser dans les campagnes faute de moyens, ce qui se solda par un exode rural, créant des bidonvilles dans les banlieues aux populations marginalisées prêtes à se muer en soldats de Dieu. La transformation sociétale et la libération des mœurs s'opéraient par un régime autoritaire et répressif qui n'acceptait aucune critique ou opposition, ce qui isola

son autoritarisme, ses politiques économiques et sa répression des libertés. Ils voulaient instaurer un régime socialiste ou communiste. Diverses, leurs activités allaient de la distribution des tracts aux grèves ouvrières et manifestations. Les mouvements nationalistes prônaient l'établissement d'une république démocratique. Ils étaient hostiles à l'influence américaine. Selon eux, le shah favorisait les intérêts occidentaux au

détriment de l'Iran. Ils menèrent des manifestations de masse, des grèves et des campagnes de désobéissance civile. Les mouvements kurdes, souvent marginalisés et opprimés, étaient en quête d'autonomie régionale et de reconnaissance culturelle et linguistique. À travers certains de leurs partis, ils menèrent des actions armées contre les forces iraniennes.

Les mouvements islamiques, principalement chiites, rejetaient la politique laïque du shah et ses liens étroits avec l'Occident. Opposés à la modernisation, ils prônaient la création d'un régime islamique. Les figures de ces mouvements étaient diverses. On y trouvait Ali Shariati, intellectuel et philosophe politique ayant joué un rôle important pour la diffusion des idées islamiques radicales, ou Mohammad Beheshti qui a joué un rôle clef pour la rédaction de la constitution de la République islamique d'Iran. Cependant, une figure se distingua, Ruhollah Khomeini.

Le juriste théologien

Porteur d'une vision opposée à celle du shah, Khomeini naquit en 1902. Étudiant en théologie et en philosophie, il devint professeur en 1927 et ayatollah* en 1950. Dès ses premiers écrits, il s'attaquait au shah et réclamait une gouvernance islamique. Savant influent, il devint vite célèbre et suivi. Des groupes comme les *Fedayins* de l'islam le considérèrent comme leur caution religieuse. Fondamentalistes, ils se recrutaient dans les milieux jeunes et pauvres et militaient pour un régime islamique anti-occidental. Critique du régime, notamment sur la

question du voile, Khomeini fut impliqué dans des mouvements de protestation dans les années 1950-1960. Cependant, c'est avec la Révolution blanche qu'il devint une figure de proue de l'opposition. Contestant les réformes jugées insuffisantes, le vote des femmes, l'occidentalisation et la sécularisation, il voyait dans la politique du shah une trahison de l'islam. Ainsi appela-t-il à des manifestations pacifiques qui eurent lieu à Qom. L'armée mâtâ la révolte et Khomeini fut arrêté et exilé à Najaf (Irak). Reclus et discret, il y vécut 14 ans, étudiant et développant ses thèses opposées aux « puissances coloniales » dont Israël. Il y mettait fin à la séparation du religieux et du politique, à travers sa doctrine de *velayat-e faqih**, le gouvernement du juriste théologien, cœur de la Constitution de 1979. En attendant le retour de l'imam caché, unique personne légitime pour gouverner, les ulémas peuvent exercer la mission reçue du prophète Mohammad de gouverner la cité. Cette doctrine est en rupture avec la doctrine chiite classique qui exclut la participation du pouvoir religieux à la gouvernance politique en l'absence de l'imam. Ses réflexions furent regroupées dans un livre, interdit en Iran et intitulé : *Pour un gouvernement islamique*.

C'est autour de la figure de Khomeini que la marche vers la fin de deux millénaires et demi de monarchie en Perse débuta en 1978.

La République islamique d'Iran

La politique du shah n'eut de cesse de provoquer ses opposants dans les années 1970. L'oppression politique s'accroissait,

mais aussi ses liens avec les Américains sur qui il comptait beaucoup pour renforcer son armée, dopant leur industrie militaire par des achats d'armes massifs. Dans ce sillage, l'Iran entretenait des relations étroites avec Israël, dénoncées par Khomeini, sur le plan sécuritaire. En 1975, une autre mesure provoqua l'ire du camp religieux : voulant valoriser l'identité perse, le shah supprima la référence au calendrier de l'Hégire et le remplaça par le persan.

rejointes par presque toutes les forces d'opposition.

Le 8 septembre 1978, dénommé vendredi noir, des affrontements entre l'armée et des manifestants à l'occasion du 40^e anniversaire du règne du shah firent des dizaines de morts, mettant le pays à l'arrêt. La loi martiale imposée le 7 septembre renforça l'opposition et accéléra la fin. La mobilisation se poursuivait, soutenue à partir de Najaf par les déclarations de Khomeini qui

EN CHIFFRE

Quelques dates-clés

- **1906** : rédaction de la 1^{ère} Constitution
- **1908** : découverte du pétrole sous la houlette britannique
- **1921** : coup d'État du général Reza Pahlavi
- **1925** : la monarchie constitutionnelle devient État impérial de Perse
- **1935** : nouvelle appellation État impérial d'Iran
- **1951** : nationalisation du pétrole iranien
- **1963** : La Révolution blanche
- **Sept/oct. 1978** : Vendredi noir, exil de Khomeini en France
- **Février 1979** : retour de l'ayatollah
- **1^{er} avril 1979** : naissance de la République islamique

Les premiers rassemblements de 1978 eurent lieu en janvier, à Qom. Une manifestation religieuse qui protestait contre un article diffamatoire à l'égard de Khomeini fut durement réprimée par les forces de l'ordre qui ouvrirent le feu sur les manifestants faisant morts et blessés. Cela provoqua une vague d'indignation et de colère dans tout le pays et conduisit à une série de manifestations. Au début religieuses et estudiantines, elles furent rapidement

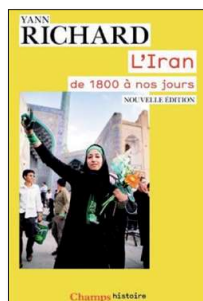
appelait à la chute du régime et à l'instauration d'un gouvernement islamique. Les autorités iraniennes réagirent en faisant pression sur l'Irak pour éloigner Khomeini qui trouva refuge en France le 6 octobre 1978. Depuis Neauphle-le-Château, il prépara sa révolution, comptant sur la couverture médiatique pour diffuser ses idées. Prudent, il ne disait rien de son programme politique de *velayat-e faqih*. Dans le même temps, affaibli par un cancer, le shah ne donna pas d'ordres à l'armée

pour intervenir. Début janvier 1979, des militaires rejoignirent la contestation, et les puissances occidentales lâchèrent le shah qui quitta le pays, le 16 janvier 1979. Il décéda de maladie le 17 juillet 1980 en Égypte.

Le 1^{er} février 1979, Khomeini prit l'avion en direction de Téhéran où une foule de plusieurs millions l'attendaient en sauveur. Il avait réussi à réunir tous les bords derrière lui lors de ce « Retour triomphal ». Le 9 février, un conflit éclata au sein de l'armée entre partisans de Khomeini et fidèles au shah. Le 11 février matin, la neutralité de l'armée fut proclamée par des généraux voulant éviter un bain de sang. Peu après, la radio annonçait la victoire de la Révolution. Ce jour marqua aussi la chute du dernier gouvernement du shah, dirigé par Chapour Bakhtiar

qui se réfugia par la suite en France.

Le 1^{er} avril 1979, la République islamique d'Iran naquit par référendum, approuvée à 98,2 % et octroyant à Khomeini une légitimité démocratique, le plaçant à sa tête comme Guide suprême. Cet événement fut marqué par la devise populaire : « Indépendance, liberté et République islamique ». Les 2 et 3 décembre, la nouvelle Constitution fut approuvée par referendum et adoptée, enterrant définitivement la monarchie. Malgré sa marge importante de démocratie, un principe théocratique en constituait la clef de voûte, à savoir le principe de *velayat-e faqih*. Ainsi peut-on lire dans l'article 5 : « Pendant l'occultation de Sa Sainteté l'imam du temps, 'que Dieu hâte sa réapparition', la régence exécutive et la direction de la communauté islamique des croyants dans la République islamique



L'Iran de 1800 à nos jours

Yann Richard

Flammarion Champs Histoire, 2016 - 496 pages, 11 €

Pourquoi l'Iran fait-il trembler l'Occident depuis quarante ans ?

Comment est née cette république islamique dont dépend en partie la paix au Moyen-Orient ? Depuis l'avènement des Kadjars au début du XIX^e siècle, la modernisation de l'État a progressé en même temps que la violence politique. Un nationalisme particulier, inséparable de l'islam chi'ite, s'est développé en réaction contre les ingérences des puissances européennes. Une première révolution, en 1906, a doté

l'Iran d'une monarchie parlementaire. Soixante-dix ans plus tard, la révolution qui a renversé le chah a été menée par les mollahs associés à des intellectuels libéraux et à des forces de gauche. Derrière le rideau de l'islam militant, les cortèges révolutionnaires réclamant l'indépendance et la liberté dénonçaient autant l'absolutisme du chah que l'impérialisme de Washington. En 2009, les dissidents ont de nouveau envahi les rues de Téhéran pour dénoncer la dictature de Mahmoud Ahmadinejad, fraîchement réélu dans des conditions douteuses. Mais le « mouvement Vert », démesurément amplifié par les médias occidentaux, a fait long feu ; et le régime, malgré ses détracteurs, résiste encore. D'où tient-il son dynamisme, et de quelle légitimité se réclame-t-il ?

Professeur émérite d'études iraniennes à la Sorbonne nouvelle, Yann Richard est l'auteur de nombreux travaux sur le chiisme et sur l'histoire de l'Iran contemporain, traduits dans plusieurs langues. Il a vécu plus de huit ans en Iran et assisté à la révolution de 1979.

d'Iran, appartient au jurisconsulte religieux juste, vertueux, conscient des problèmes de l'époque, courageux, capable de diriger et avisé [...]. » Il s'agit bien sûr de Khomeini, désigné comme « imam* » depuis de longues années, titre religieux très sacré, réservé selon le chiisme duodécimain aux 12 imams.

Chrétiens et révolution islamique

Officiellement reconnus comme minorités religieuses en 1906, les chrétiens réussirent à s'intégrer dans la vie économique et sociale. La Constitution de 1979 les reconnaît de même mais leur interdit l'accès à certaines professions et les soumet à des mesures discriminatoires.

Les communautés élisent cependant leurs représentants au parlement : deux pour les Arméniens, un

pour les assyriens et un autre pour les chaldéens. En public, ils ne peuvent pas adopter des vêtements distinctifs : les femmes doivent se voiler et les hommes s'abstenir de mettre des shorts montrant le genou. Ils sont cependant autorisés à produire du vin à des fins culturelles. Leurs pratiques religieuses sont garanties par l'article 13 de la constitution. Ils sont, « dans la limite de la loi, libres d'accomplir leurs rites religieux et d'agir en ce

qui concerne leur statut personnel et l'enseignement religieux selon leur liturgie ».

Reconfigurations permanentes

Ce survol historique devrait écarter toute lecture hâtive de l'Iran, n'y voyant que régime islamique et conflits permanents. La société iranienne est une société multiple et diverse qui aspire de différentes manières à la dignité humaine et à la fierté nationale.

Avec une grande profondeur civilisationnelle, ce peuple regorge de grandes capacités à se réinventer. Malgré l'oppression et la violence, il n'hésite pas à payer, au prix du sang, sa quête de liberté.

L'histoire de l'Iran au XX^e siècle contient des éléments communs avec la formation des États de la région. Les grandes puissances sont omniprésentes, jouant sur l'échiquier du Proche-Orient, prêtes à troquer à tout moment n'importe

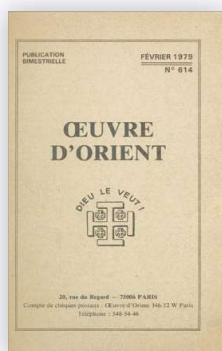
« La société iranienne est une société multiple et diverse qui aspire de différentes manières à la dignité humaine et à la fierté nationale. [...]

Malgré l'oppression et la violence, il n'hésite pas à payer, au prix du sang, sa quête de liberté. »

quelle pièce, même le shah s'il est mat. Les forces locales le sont aussi, mêlant leurs aspirations religieuses, nationalistes, ethniques ou confessionnelles, et leurs intérêts propres, à leurs allégeances à des puissances étrangères, tous bords confondus. C'est de la rencontre subtile de ces réalités majeures qui engagent la responsabilité de tous, que se reconfigure en permanence un Proche-Orient en rêve de stabilité et de cités humaines, depuis sa genèse.

... **FÉVRIER 1979**

Chaque numéro, nous présentons un extrait des premiers bulletins de l'Œuvre d'Orient qui relate un moment de la vie des chrétiens d'Orient. À retrouver sur gallica.bnf.fr

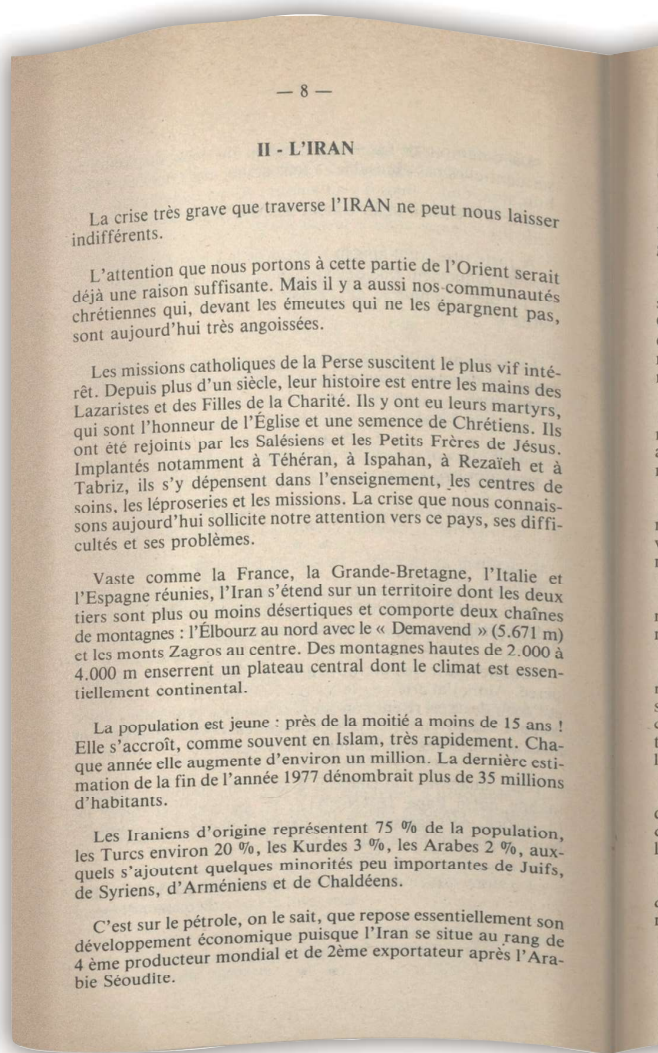


1978, année fatidique pour le gouvernement du shah d'Iran

Dans cet extrait du Bulletin numéro 614, daté du mois de février 1979, Monseigneur Georges Vernade, directeur général de l'Œuvre d'Orient, évoque les événements en cours en Iran.

Si ce numéro date de février 1979, nous ne savons à quel moment il était allé à l'édition. Vernade ne mentionne pas des événements majeurs, comme le départ du shah le 16 janvier et le retour de Khomeini à Téhéran le 1^{er} février. Cela pousse à supposer que le

bouclage de ce numéro s'était fait avant. Quoi qu'il en fût, le cadre dans lequel ces pages furent rédigées était celui de l'année 1978, traversée par des troubles continus et des violences ayant menés à la fin du régime impérial. Peut-être que les dernières infor-



Il est vrai que l'opposition au régime et la crise de confiance ont profondément altéré cette ressource essentielle.

Le pays est de religion islamique chiite. La plupart des habitants sont musulmans. On sait l'influence des autorités religieuses qui s'y manifestent.

Petit à petit, le pouvoir s'était assuré le contrôle des organisations islamiques qui subvenaient aux besoins du clergé. Celui-ci, frustré de son autorité temporelle ne dut son salut qu'à la générosité des fidèles. De plus, le clergé chiite perdit le monopole de l'Éducation et de la plus grande partie de ses terres après la réforme agraire de 1963.

Dans la crise morale et intellectuelle qui sévit, le clergé chiite retrouva une vigueur nouvelle. Canalisée et politisée par les ayatollahs, cette vigueur secréta la guerre sainte dont nous connaissons les conséquences.

Parmi cette écrasante majorité islamique, les chrétiens de rites arménien et chaldéen ne dépassent pas le million, mais vivent intensément leur foi, comme c'est le cas fréquent des minorités.

Parmi eux et avec eux, nous trouvons nos missionnaires, nos religieux et nos religieuses qui jouent, malgré des difficultés multiples, un rôle irremplaçable et admirable.

La vie est souvent dure et difficile. À côté d'une grande richesse, existe une pauvreté bien plus grande encore à laquelle sont sans cesse confrontées ces communautés chrétiennes, spécialement les Chaldéens, la plus infime minorité. Ce sont surtout à ces pauvres et à ces malheureux, qu'au nom même de l'Évangile, nous devons manifester notre charité.

La crise politique et religieuse actuelle a engendré déjà bien des misères, non seulement dans la capitale, mais dans combien d'autres villes, dont les noms, hélas, nous sont devenus familiers. Que de morts, de blessés, d'orphelins ! Que de détresses !

Là encore, existe un drame lamentable. Ce sont des frères qui s'affrontent et s'entretuent. Nul n'a le droit de s'en désintéresser.



“

Dans la crise morale et intellectuelle qui sévit, le clergé chiite retrouva une vigueur nouvelle. Canalisée et politisée par les ayatollahs, cette vigueur secréta la guerre sainte dont nous connaissons les conséquences. »

Georges Vernade, directeur général de l'Œuvre d'Orient

mations reçues à l'Œuvre d'Orient et relatées dans le Bulletin remontent à l'automne 1978. Si de violentes manifestations étudiantes éclataient à Téhéran, une manifestation organisée par Khomeini à Qom marqua le début de la résistance massive contre le régime. Il s'ensuivit des grèves sources de paralysie du pays et des manifestations d'ampleur qui poussèrent le gouvernement à déclarer la loi martiale le 6 novembre. Celle-ci rajouta de la vigueur à la contestation, ce qui obligea le gouvernement à accepter de nombreuses demandes de l'opposition le 27 décembre.

Mais il était déjà trop tard.

Malgré le caractère pluriel de l'opposition au shah, Vernade décrit l'importance de l'élément islamique dans ce mouvement et sa force. Soulignant l'intérêt de l'Œuvre d'Orient pour l'Iran, il rappelle la présence de différentes communautés, dont l'angoisse face à ces événements est exprimée. Le caractère fortement anti-occidental de la contestation devait considérablement inquiéter les différentes missions catholiques de la Perse qui « jouent, malgré des difficultés multiples, un rôle irremplaçable et admirable ».

Antoine Fleyfel